

Europe Orientale & Europe du Nord



Déclarations des syndicats du Belarus et des syndicats d'Ukraine

Alors que la guerre en Ukraine entre dans son deuxième mois, il nous a semblé important de porter à la connaissance des organisations la traduction de deux déclarations récentes de nos camarades de Belarus et d'Ukraine.

La première émane du **Congrès des syndicats démocratiques du Belarus (BKDP)** voit officiellement le jour en 1993. Sa création résulte du rapprochement des nouveaux syndicats indépendants qui éclosent dans le pays dès la fin des années 1980 et de quelques fédérations professionnelles qui quittent la FPB (syndicat officiel ayant des liens organiques avec le régime de Loukachenko). La naissance du mouvement syndical indépendant est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko. Une autre ligne de fracture essentielle avec le syndicalisme officiel passe par le refus d'accepter dans ses rangs la direction des entreprises. Avec l'arrivée de Loukachenko au pouvoir, la mise sous pression du syndicalisme indépendant devient une constante. Le BKDP fait face au refus des autorités d'enregistrer légalement ses syndicats de base, leurs membres étant sommés de rejoindre les syndicats officiels sous la menace de licenciements. Le BKDP est systématiquement écarté de la négociation collective au niveau local comme national. Ses effectifs sont aujourd'hui de l'ordre de 10 000 membres déployant leur activité syndicale dans une constante adversité. Les militants du BKDP ont pris une part active à l'explosion sociale qui a suivi l'élection présidentielle de 2020, ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont le président Alexandre Yaroshuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves. Le BKDP est adhérent à la CSI.

La seconde émane de la première et principale organisation d'Ukraine, **la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)**, héritière de la branche ukrainienne du Conseil central des syndicats soviétiques. La FPU, après 1992, a perdu beaucoup d'adhérents passant de 25 à 8,7 millions en 15 ans pour dépasser encore les cinq millions à l'aube du conflit. Selon la FPU, ces départs sont dus à plusieurs facteurs : une défiance vis à vis des organisations syndicales ; des changements dans la structure des syndicats et surtout des raisons économiques. En effet, sur 100 départs, 25 seraient dus à une décision personnelle et 75 à la fermeture des entreprises.

La FPU, reste néanmoins le principal acteur syndical du pays. Sur l'ensemble des salariés, le taux de syndicalisation revendiqué par la FPU est de plus de 30 %. Elle compte 44 fédérations de branches et 27 régions. En temps de paix, elle se caractérise par son caractère de masse et son

opiniâtreté à défendre les garanties collectives et le code du travail face aux attaques dont ils ont pu faire l'objet par les gouvernements successifs, depuis 1992.

Nos camarades du Belarus avancent dans leur déclaration une courageuse position de refus de la guerre alors que le gouvernement du pays apporte un soutien logistique de première importance à l'armée russe. Ils sont confrontés à une répression de même nature et intensité que celle actuellement à l'œuvre en Fédération de Russie, qui s'ajoute de surcroît à celle subit par les militants du mouvement social de l'été 2020.

La déclaration de nos camarades d'Ukraine s'inscrivait quant à elle dans le cadre de la discussion du conseil général de la CSI du 28 mars 2022, concernant la suspension, finalement ajournée, de la FNPR, principale organisation de Russie, en raison de ses déclarations soutenant résolument la guerre voulue et conduite par Vladimir Poutine en Ukraine.

Alexandre Yarashuk : La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre. Nous pouvons l'arrêter, nous devons l'arrêter !



Alexandre Yarashuk, président du BKDP (Belarus)

Minsk, le 29 mars 2022

Chers compatriotes, chers travailleurs, travailleuses !

La guerre de la Russie contre l'Ukraine dure depuis plus d'un mois. Dès le début de la guerre, la Biélorussie s'est rangée du côté de la Russie. Ses troupes entrent en Ukraine depuis notre territoire, des roquettes sont lancées, des avions décollent. Et plus la Biélorussie s'implique dans la guerre, plus sa participation à l'agression détruit des infrastructures, des logements, tue des civils ukrainiens, des

femmes, des personnes âgées et des enfants, plus les sanctions de la communauté internationale s'alourdissent à son encontre.

Nous commençons à ressentir leurs effets. Les prix augmentent, les entreprises ferment ou recourent au temps partiel et les problèmes de salaires commencent à se multiplier. Les turbulences ont déjà affecté des entreprises stratégiques telles que MZKT, les raffineries de pétrole et Belaruskali. Pour la première fois depuis de nombreuses années, Belaruskali a été contraint de contracter un emprunt bancaire pour payer les salaires de ses employés.

Mais ce n'est que le début. La détermination de la communauté internationale à punir les responsables de la guerre et l'ampleur des sanctions sont telles que dans quelques années, il ne restera plus grand-chose de l'économie moderne du pays. La Biélorussie n'a jamais été confrontée à un tel défi dans son histoire.

Le pays se dégradera progressivement sur les plans technique et technologique et son économie reviendra à son niveau du milieu du siècle dernier. La dégradation s'accompagnera d'un chômage endémique, de salaires extrêmement bas, de la pauvreté et de l'existence misérable de la population.

De plus, la Biélorussie, avec la Russie en tant qu'agresseur militaire, devra payer des réparations de plusieurs milliards de dollars à l'Ukraine pour les énormes dommages causés par la guerre. Tout comme l'Allemagne nazie a payé des réparations à l'Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale. C'est comme cela que sont apparues à Minsk les usines de MAZ, MTZ, Motovelo et d'autres.

Ainsi, la Biélorussie paiera, en gageant son propre avenir, l'aventure d'avoir participé à la guerre contre l'Ukraine. Pour les années à venir, le pays a mis en jeu son existence en tant qu'État indépendant et souverain, et sa population sera au bord de la survie physique.

Peu de pays dans le monde ont connu dans leur histoire des guerres aussi meurtrières que nous. Nous devons tout faire pour retrouver notre dignité, pour que la Biélorussie ne soit jamais considérée comme un agresseur militaire. Et qui d'autres que nous le fera ? Le nom de notre pays, les noms de nos villages et de nos villes ne doivent pas incarner la menace et le danger pour le peuple de l'Ukraine voisine, fraternel pour nous. Ils ne doivent pas incarner la mort.

Moi, président du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques Alexandre Yarashuk, je m'adresse à vous. La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre. Nous pouvons l'arrêter, nous devons l'arrêter ! La majorité absolue des Biélorusses, 97 %, ne veulent pas que la Biélorussie participe à la guerre en Ukraine ! Nos descendants ne nous pardonneront pas notre silence au moment le plus critique de notre histoire ! N'ayez peur de rien ni de personne ! Il est difficile d'imaginer pire que ce qui nous arrive aujourd'hui. Jamais et nulle part au monde la demande de mettre fin à la guerre n'a été un crime ! Et jamais et nulle part au monde, il n'y a eu de cause plus noble que de s'opposer à la guerre, contre le meurtre d'innocents, de femmes, de personnes âgées et d'enfants !

Exigez sur vos lieux de travail, au nom des collectifs de travail : non à la guerre, non à la participation de la Biélorussie à celle-ci ! Exigez l'interdiction d'envoyer des troupes biélorusses en Ukraine, exigez le retrait des troupes russes de notre pays ! Faisons-le maintenant, faisons-le aujourd'hui ! Parce que demain, il sera trop tard ! Parce que demain pour les Biélorusses ne viendra peut-être jamais !

Traduit à l'aide de Google Traduction. L'original en biélorusse (texte et vidéo) :
<https://bkdp.org/news/alyaksandr-yarashuk-vajna-rasei-va-ukraine-geta-ne-nasha-vajna-my-mozham-spynicz-yae-my-abavyazany-yae-spynicz>.

Discours du président du FPU Hryhoriy Osovy au Conseil général de la Confédération syndicale internationale le 28/03/2022



Hryhoriy Osovy, président de la FPU (Ukraine)

Chers frères et sœurs !

Tout d'abord, je vous souhaite, ainsi qu'aux travailleurs de vos pays, la paix. Seule la paix peut garantir la liberté et le libre développement humain, le droit à un travail décent et à une vie décente.

Une guerre assassine et meurtrière, cyniquement déclenchée par la Fédération de Russie, se déroule en Ukraine depuis 34 jours maintenant et a coûté la vie à des milliers de mes compatriotes. Des millions de personnes se sont retrouvées sans abri, plus de 10 millions ont été déplacées et certaines se sont réfugiées dans des pays européens, fuyant la terreur que les occupants russes ont apportée avec eux. Nous sommes sincèrement reconnaissants du soutien apporté à ces personnes.

Pendant un mois de guerre, la Russie a tiré plus d'un millier de missiles sur nos villes, effectué des centaines de raids aériens et a recouru à tout son arsenal militaire, y compris aux armes interdites par les Conventions de Genève. Ils détruisent tout : maisons, églises, hôpitaux, écoles, installations d'eau et d'énergie. Dans des villes comme Marioupol, Berdyansk, Melitopol et d'autres, l'armée russe tient en otage des centaines de milliers de personnes et crée artificiellement la faim - il n'y a pas d'eau, pas de nourriture, rien. Les couloirs humanitaires sont bloqués. L'ennemi détruit les dépôts pétroliers, pose des mines dans les champs pour empêcher les agriculteurs de semer des céréales, ce qui affectera négativement la sécurité alimentaire dans de nombreux pays.

Plus d'un mois de souffrances inhumaines s'est écoulé. Plus d'un mois d'impunité pour la destruction d'un Etat pacifique. Et tout cela devant le monde entier. Le monde, à son honneur, a réagi à un tel vandalisme de la part de la Russie. L'Assemblée générale des Nations unies, l'OIT, l'UE, la Cour internationale de justice des Nations unies à La Haye, les syndicats et la société civile ont fermement condamné l'agression de la Russie contre l'Ukraine et imposé des sanctions économiques. Cependant, cela ne suffit pas pour mettre fin à la guerre. La pression sur le pays agresseur doit s'intensifier de toutes parts. Il est nécessaire d'accroître l'aide en matériel et en armes pour protéger la vie des gens. Le ciel au-dessus de l'Ukraine doit être fermé aux bombes et aux tirs de roquettes russes, qui détruisent

tous les êtres vivants et les infrastructures et entraînent des catastrophes humanitaires et environnementales.

Poutine est en train de détruire l'Ukraine, et cela est soutenu par la majorité des citoyens du pays agresseur, ainsi que par la Fédération des syndicats indépendants de Russie. L'Empire russe n'a pas pardonné que l'Ukraine ait placé son avenir au sein de l'Union européenne et construit un nouvel État sur les principes de la démocratie, du droit, de la justice sociale. Avoir un tel pays à proximité est un gros risque pour le régime autoritaire russe. Il est terrifié par cela. C'est absolument inacceptable dans notre famille fraternelle de syndicats démocratiques et indépendants. C'est pourquoi les syndicats ukrainiens - FPU, KVPU et VOST, dans leur déclaration à la CSI, demandent fermement d'exclure la FNPR de la CSI comme une organisation qui a violé les principes fondamentaux de son activité. C'est une lutte pour la paix, la liberté et la démocratie, pour le droit de tous les peuples à vivre sans agression ni totalitarisme. Nous savons que selon les statuts, le Conseil général de la CSI ne peut décider que de suspendre l'adhésion de la FNPR, et la décision finale de l'exclure de nos rangs ne peut être prise que par le Congrès de la CSI, qui aura lieu en novembre de cette année. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que la déclaration du FNPR du 25 février 2022 en faveur de la guerre contre l'Ukraine n'est pas un accident. Après tout, en 2014, après l'annexion de la Crimée et le début du conflit militaire dans l'est de l'Ukraine à l'instigation des forces pro-russes, qui se poursuit à ce jour, la FNPR a de fait adopté la position du pouvoir. Nous ne voyons toujours aucune réfutation de cette déclaration, ni aucun appel de sa part pour mettre fin à la guerre.

Traduit à l'aide du Google Traduction. L'original en ukrainien <https://www.fpsu.org.ua/256-holovna-novyna/22034-tezi-vistupu-golovi-fpu-grigoriya-osovogo-na-zasidanni-generalnoji-radi-mizhnarodnoji-konfederatsiji-profspilok.html>